



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Plan grand froid

Question au Gouvernement n° 1403

Texte de la question

PLAN GRAND FROID

M. le président. La parole est à M. Christophe Blanchet, pour le groupe La République en marche.

M. Christophe Blanchet. Ma question s'adresse au ministre chargé de la ville et du logement. Ils s'appellent Olivier, Edmond, Isabelle, Lounes, Bruno et font partie de la centaine de SDF français que vous ne croiserez plus sur les trottoirs de nos villes, car ils sont décédés cette année. Ils étaient de ces 125 000 Français, femmes, hommes et enfants, qui vivent tous les jours et dorment toutes les nuits dans les rues de France. Ce sont 125 000 destins brisés, une vie de souffrance, d'exaspérations, de désillusions, un fléau qui peut toucher chacun d'entre nous demain.

M. Éric Straumann. Macron n'avait pas promis qu'ils allaient disparaître ?

M. Christophe Blanchet. Avec la vague de froid qui arrive, les projecteurs se braqueront une nouvelle fois sur eux. Des établissements d'urgence seront ouverts et des mesures d'accueil exceptionnelles seront prises. Mais après une nuit au chaud, ces déboutés de la société retourneront à leur triste quotidien dans la rue. Combien d'entre eux ne reverront jamais les couleurs du printemps ?

Notre société a fabriqué ces oubliés, ces enfants de la République pour qui la valeur de la fraternité est quotidiennement bafouée. Ce ne sont pas des anonymes, ni des invisibles, mais des citoyens de notre communauté nationale. Nos compatriotes n'acceptent plus cette situation et ils attendent que le Gouvernement trouve des solutions : pas de l'indignation, mais des actions concrètes. Nous, au sein de cette assemblée, nous avons une responsabilité collective vis-à-vis de celles et ceux dont nous n'assumons plus de croiser le regard. L'abbé Pierre disait qu'il ne suffit pas de leur donner de quoi vivre, mais qu'il faut aussi leur donner les raisons de vivre.

Cette raison de vivre passe obligatoirement par le logement, prérequis indispensable pour retrouver une identité, une existence aux yeux de la société, une vie sociale, un travail et, avec le temps, un logement à soi. Nous devons trouver des mesures d'accompagnement en lien avec les associations qui œuvrent au quotidien dans cette tâche humanitaire, et que nous devons mieux soutenir.

Monsieur le ministre, quelles sont vos propositions pour que, non pas demain, mais dès aujourd'hui, chaque sans-abri puisse se dire qu'il a une place et un avenir dans notre société ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre chargé de la ville et du logement.

M. Julien Denormandie, *ministre chargé de la ville et du logement*. Monsieur le député, toute personne à la rue représente une tragédie, une situation de détresse, une situation de souffrance. Personne n'est à la rue par choix.

M. Pierre Cordier. C'est certain !

M. Julien Denormandie, *ministre*. La rue, c'est quelque chose qui tue, l'hiver, mais aussi l'été – et on ne le dit pas suffisamment.

La situation est effectivement difficile. Avec le Premier ministre, j'ai passé une grande partie de la nuit auprès des équipes du samu social, à Paris, pour faire une maraude. Ce sont aujourd'hui des milliers de personnes, parmi lesquelles un nombre croissant de femmes et d'enfants, qui font face à cette situation très difficile de devoir rechercher un toit. Cela nous impose à la fois beaucoup d'humilité et une détermination totale dans l'action.

Ce que je peux vous dire, même si je ne m'en satisfais pas, c'est que jamais un gouvernement n'a fait un tel effort pour ouvrir des places d'hébergement d'urgence.

M. David Habib. Ce n'est pas vrai !

M. Julien Denormandie, *ministre*. Il y en a 135 000 aujourd'hui et, pendant l'hiver, jusqu'à 14 000 places supplémentaires qui seront ouvertes.

Ce qui importe, deuxièmement, c'est « aller vers » : aller à la rencontre de toutes celles et de tous ceux qui sont dans ces situations de détresse, en multipliant les maraudes. Dans le dernier projet de loi de finances, cette majorité a voté 5 millions de crédits pour renforcer les maraudes. Ce travail fait par les associations, les travailleurs sociaux et les infirmiers en direction des sans-abris est essentiel.

Vous avez raison : pendant des années, on s'est peut-être satisfait de la situation. On fermait les yeux, on se disait que l'hébergement d'urgence suffisait. Or, il ne suffit pas, et ce qu'il faut, c'est accompagner les gens vers le logement. C'est tout le sens de la politique que nous menons, une politique qui avait été engagée sous le précédent quinquennat et que nous renforçons, en y consacrant 500 millions sur la durée du quinquennat. (Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM – Exclamations sur quelques bancs du groupe GDR.)

M. Stéphane Peu. C'est ridicule !

Données clés

Auteur : [M. Christophe Blanchet](#)

Circonscription : Calvados (4^e circonscription) - La République en Marche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1403

Rubrique : Sécurité des biens et des personnes

Ministère interrogé : Ville et logement

Ministère attributaire : Ville et logement

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [21 novembre 2018](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [21 novembre 2018](#)